



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**REAGENCEMENT ESTACADE AVANT PORT CAPITAINERIE DU PORT DU CAP D'AGDE-
PONTON ACCUEIL**

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : le 26 septembre 2022 à 16 h00

Cadre réglementaire : La consultation s'effectue conformément aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant sur la partie législative du code de la commande publique et du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET LIEU D'EXECUTION	3
ARTICLE 3 : CADRE REGLEMENTAIRE ET ETENDUE DE LA CONSULTATION :.....	4
ARTICLE 4 : CARACTERISTIQUES DU MARCHE.	4
4.1. Allotissement du marché :.....	4
4.2. Nomenclature européenne :	4
4.3. Durée d'exécution du marché :.....	5
4.4. Délai de validité des offres	5
4.5. Variantes et options.....	5
ARTICLE 5 : DOSSIER DE CONSULTATION	5
ARTICLE 6 : PIECES A PRODUIRE PAR LE CANDIDAT	6
ARTICLE 7 : CRITERES DE SELECTION DES OFFRES	7
ARTICLE 8 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	8
ARTICLE 9 : VISITE DES LIEUX.....	8
ARTICLE 10 : MODALITES DE PAIEMENTS ET DES PRIX.....	9
ARTICLE 11 : SUITES DE LA PROCEDURE.....	9
ARTICLE 12 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9
ARTICLE 13 : PROCEDURE DE RECOURS	9

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION

Dans le respect des dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et de son décret d'application n°2018-1075 portant partie réglementaire du code de la commande publique, la société de développement économique d'Agde et du littoral (SODEAL) a pour mission l'entretien, la maintenance et l'aménagement des sites suivants : Port du Cap d'Agde, port Ambonne et le Centre nautique de la commune d'Agde. Il s'agit d'une concession de service public.

Dans le cadre du réagencement de ses installations portuaires, la SODEAL lance un marché de conception- réalisation prévus à l'article L2171-1 du code de la commande publique qui énonce « les motifs d'ordre technique justifiant le recours à un marché de conception-réalisation sont liés à la destination ou à la mise en œuvre technique de l'ouvrage. Sont concernés des ouvrages dont l'utilisation conditionne la conception, la réalisation et la mise en œuvre ainsi que des ouvrages dont les caractéristiques, telles que des dimensions exceptionnelles ou des difficultés techniques particulières, exigent de faire appel aux moyens et à la technicité propres des opérateurs économiques ».

L'objet de cette consultation est l'achat et le déchargement de pontons en aluminium et d'un atténuateur de vagues (lot 1).

Mais également, l'achat et battage de pieux ainsi que l'installation d'un ponton en aluminium et d'un atténuateur de vagues dans le but de réaménager la zone de l'avant-port au Cap d'Agde (lot 2).

ARTICLE 2 : IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR ET LIEU D'EXECUTION

Pouvoir Adjudicateur :

SODEAL

21 Cours des Gentilshommes

34300 le Cap d'Agde

Tel : 04.67.94.41.83

Lieu d'exécution :

Capitainerie du Port du Cap d'Agde

1 rue de la Capitainerie

34300 le Cap d'Agde

ARTICLE 3 : CADRE REGLEMENTAIRE ET ETENDUE DE LA CONSULTATION :

La présente consultation est soumise aux dispositions de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et de son décret d'application n°2018-1075 portant partie réglementaire du code de la commande publique. La procédure de passation utilisée est une procédure avec négociation selon les articles L2124-3, R2161-12 à R2161-20 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 : CARACTERISTIQUES DU MARCHE.

4.1. Allotissement du marché :

Le présent marché fait l'objet d'un allotissement défini comme suit :

Lots	Désignation
Lot 1	Achat de matériels avec la fourniture et le déchargement d'un ponton en aluminium ainsi que la fourniture et le déchargement d'un atténuateur de vagues
Lot 2	Achat et battage de pieux et installation d'un ponton en aluminium et d'un atténuateur de vagues

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

L'opération sera traitée en lots séparés, les opérateurs économiques pourront répondre à un ou plusieurs lots.

Dans le cas où l'opérateur économique souhaite répondre aux 2 lots, il devra remettre une offre pour chacun des lots.

4.2. Nomenclature européenne :

Dénomination	Classification européenne
45244100-9	Ouvrage maritime
45244100	Installation maritime
34931100-3	Installation d'amarrage
34515000-0	Structure flottante

4.3. Durée d'exécution du marché :

Concernant le lot 1 : A compter de la notification du marché, la fourniture et le déchargement du ponton et de l'atténuateur de vagues devront être réceptionnés avec comme date butoir le 14 janvier 2023.

Concernant le lot 2 : A compter de la notification du marché, l'achat et le battage de pieux ainsi que l'installation du ponton et de l'atténuateur de vagues, le délai maximal d'achèvement des travaux est fixé au 31 mars 2023.

Une fois les prestations terminées, le contrat ne sera pas reconduit.

Les prestations débuteront après une réunion de mise au point entre le représentant de l'entreprise attributaire et le représentant du pouvoir adjudicateur.

4.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres. Il court à compter de la date fixée pour la remise des offres.

4.5. Variantes et options

La proposition de variantes n'est pas autorisée. Le marché ne compte pas d'options.

ARTICLE 5 : DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation remis aux candidats contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation
- Le cahier des clauses techniques particulières : lot 1 -fourniture et déchargement d'un atténuateur de vagues et d'un ponton neuf en aluminium.
- Le cahier des clauses techniques particulières : lot 2 l'achat et battage de pieux ainsi que l'installation d'un ponton en aluminium et d'un atténuateur de vagues.
- Annexe 1 : plan vue d'ensemble
- Annexe 2 : plan d'implantation
- Annexe 3 : étude géotechnique
- Annexe 4 : étude d'agitation
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
Ce document, réputé connu par le soumissionnaire, n'est pas joint au dossier de consultation.

Retrait du dossier :

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il peut être téléchargé sur la plateforme de dématérialisation : <https://demat.centraledesmarches.com>

Tous les documents constituant ou accompagnant la candidature et/ou l'offre devront être rédigés en langue française. Dans le cas contraire, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Modification de détail au dossier de consultation :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet. Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 6 : PIECES A PRODUIRE PAR LE CANDIDAT



Chaque candidat devra produire à l'appui de sa candidature :

- Une lettre de candidature, dûment datée et signée, formulaire DC1, disponible sur le site du ministère de l'économie et des finances et en cas de groupement, l'habilitation du mandataire signée par les cotraitants.
- Les candidats devront justifier de leur capacité économique et financière à exécuter le marché. A cet effet les candidats devront compléter le formulaire DC2, téléchargeable sur le site www.economie.gouv.fr Figureront impérativement dans ce DC2, ou dans des documents annexés les renseignements permettant d'apprécier les capacités techniques, économiques et financières du candidat.
- Un extrait KBIS
- Copie de l'attestation d'assurance
- Copie de l'attestation de visite



Chaque candidat devra produire à l'appui de son offre :

- Le formulaire ATTR1 1, disponible sur le site du ministère de l'économie pour chacun des lots
- le présent règlement de la consultation paraphé et signé sans modification.
- les 2 cahiers des clauses techniques administratives particulières (CCAP) paraphés et signés sans modification si le soumissionnaire répond aux 2 lots. Si le soumissionnaire répond à un lot, la signature doit être apposée au lot auquel le soumissionnaire répond.
- Un devis quantitatif estimatif pour chacun des lots

-Un mémoire technique du candidat décrivant :

- L'organisation proposée et les moyens humains et matériels affectés par le candidat à la réalisation de la prestation
- Description et durabilité des produits en accord avec les cahiers des clauses fourni par le pouvoir adjudicateur
- Références du candidat dans des dossiers similaires

Le mémoire technique est une pièce impérativement exigée.

Autres points jugés utiles par le prestataire pour valoriser la qualité de ses interventions et son professionnalisme

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.



Absence de pièces : l'absence de pièces listées ci-dessus dans le dossier du candidat ou leur caractère incomplet, entraînera le rejet de la candidature pour non-conformité au règlement de la consultation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit ne pas donner suite à la présente consultation. Ainsi si au terme de la consultation un candidat est informé que son offre est retenue, il ne pourra prétendre à aucune indemnité, n'élever aucune réclamation dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur déciderait d'abandonner la procédure.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit ne pas donner suite à la présente consultation. Lorsqu'il n'a été proposé aucune offre ou uniquement des offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, l'acheteur peut mettre fin à la procédure en la déclarant sans suite pour cause d'infructuosité.

ARTICLE 7 : CRITERES DE SELECTION DES OFFRES

Pour chaque lot, le marché sera attribué au candidat qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, le pouvoir adjudicateur se fondera sur les critères pondérés suivants :

-  Le prix des prestations : 40 %
Apprécié au regard de la proposition financière détaillée.
-  La valeur technique de l'offre : 60 % qui comprend le respect des clauses techniques particulières du ou des lots auxquels le soumissionnaire répond (45 points) , le respect du délai de livraison (5 points) ; le design de la structure (5 points) et la prise en compte environnementale du projet (5 points)

L'offre la mieux classée au regard des critères énoncés ci-dessus sera retenue par le pouvoir adjudicateur après avis de la Commission de choix.

ARTICLE 8 : CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les propositions doivent être déposées sur la plateforme de dématérialisation :

<https://demat.centraledesmarches.com> avant la date et l'heure fixées ci-dessous :

Le lundi 26 septembre à 16 h00

Tous les documents doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 9 : VISITE DES LIEUX

Les candidats devront se rendre sur place pour visiter les lieux et apprécier ainsi les conditions dans lesquelles ils auront à effectuer leur prestation. La visite est obligatoire. Un manquement à cette obligation entraîne l'élimination du candidat. Ainsi les candidats pourront prendre connaissance des installations du port du Cap d'Agde ainsi que des règles d'accès et de sécurité liées à ces emplacements.

En raison de la particularité des conditions de réalisation des prestations du présent marché, chaque candidat doit s'être rendu compte sur place de l'état des lieux et des éventuelles difficultés d'exécution, et ne pourra ainsi en aucun s'alléguer d'une mauvaise information.

La visite des installations se fera après prise de rendez-vous auprès de l'assistante de Monsieur Laurent BOURRIQUEL, directeur des ports du Cap d'Agde, à l'adresse électronique suivante : christelle.jalabert@sodeal.fr

Plusieurs visites seront organisées pour cette consultation :

- Mardi 06 septembre à 14 h30
- Vendredi 09 septembre à 14h30
- Mercredi 14 septembre à 09h00
- Lundi 19 septembre à 14 h30

Un certificat de visite vous sera délivré et devra être impérativement joint à l'offre.

ARTICLE 10 : MODALITES DE PAIEMENTS ET DES PRIX

Les sommes dues au (x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures.

Les prix seront fermes et définitifs durant toute l'exécution du marché.

ARTICLE 11 : SUITES DE LA PROCEDURE

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ayant remis une offre sans modifier substantiellement les conditions initiales du marché. S'il décide de négocier, le pouvoir adjudicateur choisira librement les candidats avec lesquels il souhaite engager les négociations, dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

ARTICLE 12 : RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de la consultation, les candidats devront faire parvenir au plus tard une semaine avant la date limite de remise des offres, une demande écrite via la plateforme électronique

<https://demat.marches.medialex.fr>

Une réponse sera alors adressée en temps utile sur la même plateforme électronique.

ARTICLE 13 : PROCEDURE DE RECOURS

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Montpellier

6 rue Pitot

34063 MONTPELLIER

Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr

Signature pour validation

La signature du candidat entérine son accord sur le contenu de ce document comportant 9 pages.

A

Le

Nom du candidat :

Cachet et signature du candidat :

Mention « lu et approuvé » :